

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 05/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert

52 rue de la justice
51100 Reims

Références : D1 i 2025-433
Code AIOT : 0005701556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert implanté Zone Industrielle Ouest, 34 rue Emile Druart, 51370 Saint-Brice-Courcelles. L'inspection a été annoncée le 04/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une visite de récolement suite aux observations formulées lors de la précédente inspection du 10/05/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHARBONNEAUX BRABANT - site Colbert
- Zone Industrielle Ouest, 34 rue Emile Druart, 51370 Saint-Brice-Courcelles
- Code AIOT : 0005701556

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le groupe Charbonneaux-Brabant exploite un site de stockage et de conditionnement de produits chimiques au 34 rue Emile Druart sur la commune de Saint-Brice-Courcelles (51), dit site Colbert. Les produits chimiques ne sont pas fabriqués sur le site Colbert. Cet établissement est désormais classé SEVESO seuil haut depuis 2023.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 1.5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article Annexe 1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
5	Pollution	Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 3.5.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Système de gestion de la sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant que sur les cinq points de contrôle, quatre font l'objet de remarques, l'exploitant doit entreprendre une réflexion sur le suivi documentaire ainsi que sur les obligations réglementaires afférentes à un site SEVESO seuil haut.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 1.5.2
Thème(s) : Situation administrative, Etablissement des garanties financières
Prescription contrôlée : <p><i>"Dès la mise en activité des installations, dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement,</i> <i>la valeur datée du dernier indice public TP01."</i>
Constats : <p>Un "Porter à connaissance" modifiant notamment la quantité de produits dangereux, sous la rubrique 4510, ainsi que le montant des garanties financières a fait l'objet de plusieurs échanges entre l'exploitant et le service de l'inspection.</p> <p>Un nouveau montant des garanties financières est en cours de révision par l'exploitant, avec la prise en compte des observations du service instructeur.</p> <p>Lors de la visite, le service de l'inspection, a rappelé à l'exploitant les modalités de calculs présentes dans la circulaire 91-103 du 18/07/1997, notamment l'annexe III, qui permet de choisir entre la grille des montants forfaitaires des événements d'atteinte à l'environnement, et les formules intégrant les grandeurs réelles de l'activité ainsi qu'un facteur de dispersion. En effet, ce qui conditionne le choix de la méthode est le pourcentage de produit pure.</p> <p>Lorsque ce montant sera validé par le service instructeur, un arrêté préfectoral complémentaire sera proposé à la signature de Monsieur le préfet.</p> <p>Ainsi, l'article 1.5.1 "Montant des garanties financières" de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2023-A-108-IC, désormais inadapté à la situation de l'établissement, sera modifié.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique au service de l'inspection qu'un montant de 3 Millions d'Euros est provisionné auprès de la banque "CIC Est" depuis le 21/10/2024. La copie du provisionnement a été remise à l'inspection.</p> <p>Toutefois, le service de l'inspection rappelle à l'exploitant que ce document n'atteste pas de la constitution des garanties financières établies dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.</p> <p>Par conséquent, l'acte de provisionnement de la banque "CIC Est" ne répond pas aux modalités de constitution des garanties financières.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le nouveau calcul des garanties financières et d'attester la constitution de ce montant, après validation par le service instructeur, dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques
Prescription contrôlée : "[...] <i>L'exploitant transmet, avant démarrage de l'installation, une note démontrant que les mesures mises en place répondent aux caractéristiques d'une mesure de maîtrise des risques de l'arrêté du 29 septembre 2005 modifié susvisé et actualise le document listant les mesures de maîtrise des risques prévues au présent article. Ce document indique pour chaque MMR au moins par les éléments suivants :</i> <ul style="list-style-type: none">• <i>description de la fonction de sécurité et principe de fonctionnement ;</i>• <i>type de mesure (technique, organisationnelle, active, passive) ;</i>• <i>description des éléments de la chaîne de sécurité (détection, traitement, action) ;</i>• <i>synoptique de la chaîne de sécurité ;</i>• <i>cinétique de mise en œuvre / cinétique de l'événement à maîtriser ;</i>• <i>tests, contrôles et inspections à mener sur les différents éléments de la chaîne de sécurité ;</i>• <i>maintenance des différents éléments de la chaîne de sécurité ;</i>• <i>niveau de confiance ;</i>• <i>organisation en cas de défaillance de la mesure : arrêt / mesures compensatoires justifiées.</i> <i>Chaque mise à jour de ce document est transmis à l'inspection des installations classées."</i>
Constats : L'exploitant a remis au service de l'inspection la fiche de vie de la Mesure de maîtrise des risques (MMR) "Min5", mélangeement de produits incompatibles et dégagement de gaz toxiques lors du dépotage de produits minéraux. Lors de l'analyse, l'inspection a fait part des éléments de complétude à intégrer dans la fiche de vie avec notamment: <ul style="list-style-type: none">- la description complète de la chaîne "Détection, Transmission et Action";- le type de MMR (technique, organisationnelle, active, passive)- le contenu technique de la chaîne MMR avec:<ul style="list-style-type: none">• la maintenance et la fréquence de vérification conformément aux documentations associées;• les tests avec leurs documentations associées;• la cinétique globale, et de chaque élément de la chaîne;• la probabilité globale et de chaque élément de la chaîne;• la gestion des mises hors service. Par ailleurs, le service de l'inspection a demandé à l'exploitant de décliner cette complétude aux autres MMR "Min1", "Min2", "Mag8.3" et "Mag8GEN".
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le service de l'inspection demande à l'exploitant de transmettre les fiches de vie complétées des MMR
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 3 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse du risque foudre
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</i></p> <p><i>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations. La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</i></p> <p><i>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l' article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</i></p> <p><i>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque."</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis au service de l'inspection les rapports suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport d'analyse du risque foudre (ARF) du projet "cuverie" du 25/03/2022; - le rapport de l'ARF des bâtiments 8 et 9 (nouvelles constructions) du 04/06/2024; - l'ARF des bâtiments 4-5-6 et zone extérieure "acide/base" du 21/07/2010; - l'étude technique "foudre" des bâtiments 4-5-6 et zone extérieure "acide/base" du 03/10/2013; - l'étude technique "foudre" du projet "cuverie" du 25/03/2022; - l'étude technique "foudre" des bâtiments 8 et 9 du 11/03/2025; - vérifications périodiques définies par l'arrêté ministériel du 04/10/2010 de type "visuelle". <p>Lors de l'analyse des différents documents par le service de l'inspection, aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>Cependant, le service de l'inspection a rappelé à l'exploitant le contenu de l'article 18 de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 qui précise s'agissant de l'ARF:</p> <p><i>"Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF."</i></p> <p>Par conséquent, lors du dépôt de la nouvelle demande d'autorisation environnementale, l'ARF réalisée aurait dû concerner l'ensemble du site "Colbert", et pas uniquement les nouvelles constructions projetées.</p> <p>Ainsi, l'exploitant doit faire réaliser une ARF sur le bâtiment "Javel", sur le bâtiment 6 et sur la zone extérieure "acide/base". (pas utile sur le bâtiment 5 actuellement en cours de démantèlement)</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Système de gestion de la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I-5
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence.</i></p> <p><i>Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée.</i></p> <p><i>Ces procédures font l'objet :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</i> - <i>de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements."</i>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la mise en œuvre du Plan d'opération interne (POI) qui s'est déroulée le 10/05/2024, le service de l'inspection avait demandé à l'exploitant la révision de son dernier POI qui datait du 28/10/2021.</p> <p>La révision de ce POI a été communiquée au service de l'inspection en juillet 2024.</p> <p>La partie 2.1 "Mise en place du poste de commandement (PC)" indique un bungalow à proximité de l'entrée du site servant de PC et un POI présent dans une boîte à lettre sur le mur du petit bâtiment situé à gauche de l'entrée.</p> <p>Sur site, l'inspection a constaté la présence d'un bungalow ainsi que la boîte à lettre rouge contenant le POI installée sur le petit bâtiment.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant indique que ce bungalow sert également de salle de réunion durant la phase de construction des bâtiments 8 et 9, mais qu'à l'issue des travaux, il sera entièrement dédié au poste de commandement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/06/2023, article 3.5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution en COHV et phtalates de la nappe de la craie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>"L'exploitant met en place un dispositif de traitement des eaux souterraines au droit de la zone source définie par les études et diagnostics réalisés afin de limiter le flux sortant de l'emprise de l'établissement.</i></p> <p><i>Pour le 31 décembre 2023, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un</i></p>

rapport reprenant point par point les éléments exigés à l'article 65 bis de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Il s'appuiera sur le guide sur la « Surveillance de la qualité des eaux souterraines » pour réaliser ce rapport.

L'arrêt du traitement de la pollution ne pourra se faire qu'après accord de l'inspection des installations classées."

Constats :

L'exploitant a transmis au service de l'inspection le rapport phase 1 et 2 "Inventaire et investigations sur les eaux souterraines", daté du 10/11/2023, conformément à l'article 3.5.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 14/06/2023.

L'analyse de ce rapport correspond aux évolutions observées avec les résultats des prélèvements trimestriels déposés sur la plate forme GIDAF.

Ce rapport, avec une valeur maximale de 6.7µg/l, montre que la source de pollution par les phtalates a bien été traitée. Cependant, il est observé sur la campagne de juin, des concentrations supérieures aux valeurs seuils sur le tétrachloroéthylène (PCE), et le trichloroéthylène (TCE) En effet, la concentration maximale mesurée sur le piézomètre F3b est de 6000 µg/l pour le PCE, 600 fois plus que la valeur de référence de 10 µg/l, et 380 µg/l pour les TCE, 95 fois plus que la valeur de référence de 4 µg/l. Néanmoins, au regard des concentrations de 2019, il y a une diminution. Sur le PCE sur ce même piézomètre où il y avait une concentration de 13000 µg/l.

Par ailleurs, ce rapport suppose la migration de la pollution vers le Sud-Ouest et aussi une migration en profondeur. A ce titre, Une zone d'implantation de trois futurs piézomètres a été définie de façon à cerner le spot de pollution identifié lors des études antérieures et de la présente étude.

L'exploitant n'a pas remis au service de l'inspection les justificatifs de la pose de ces trois piézomètres afin de cerner le spot de pollution.

Enfin, en raison du commencement du démantèlement du bâtiment 5 constaté par le service de l'inspection, il a été rappelé à l'exploitant le contenu de l'article 3.5.2.2 de son arrêté préfectoral d'autorisation :

"L'exploitant réalisera des travaux de dépollution du sol au droit des sources de pollutions identifiées à travers les études et diagnostic réalisés, lors du démantèlement du bâtiment 5 ou dès lors que cette pollution est accessible, après investigations. Cette dépollution sera réalisée selon la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués."

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le service de l'inspection demande à l'exploitant les justificatifs attestant de la mise en place de ces trois piézomètres conformément au rapport réalisé en date du 10/11/2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois